REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur -- Fraternité — Justice

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction des Etudes et de la Programmation

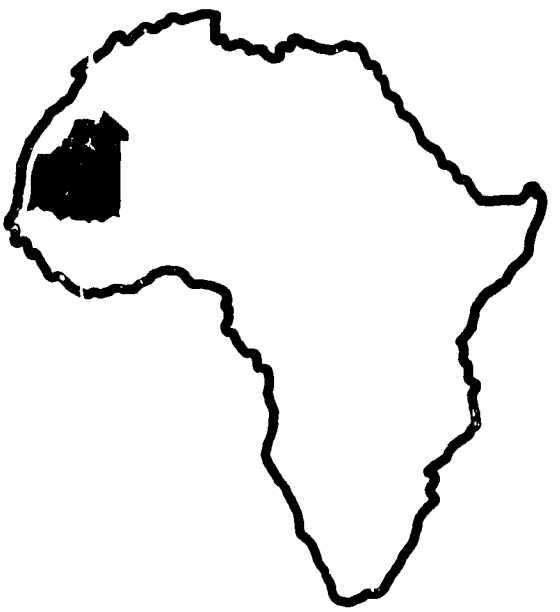
PROJET RAMS

Mission d'Etudes et d'Evaluation du Secteur Rural et des Ressources Humaines

Besoins Fondamentaux : Une Conception
Pour Formuler une Stratégie de Développement

OP-4

juin 1981



Financé par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID)

Avec le concours de:

Checchi and Company, Washington, D.C. 20036
Louis Berger International, Inc., East Orange, New Jersey 07019
Action Programs International, Santa Monica, California 90406

Table de Matières

	Page
Introduction	1
Vue Générale	6
Santé/Nutrition	9
Education	12
Habitat	14
Energie	16
Résumé et Conclusions	18

Liste des Tableaux

			Page
Tableau	1	Courbe de Lorenz	7
Tableau	2	Groupes de Population et Niveau de Revenu 1980	8
Tableau	3	Consommation Calorique par Jour et Besoins par Groupes de Population	10
Tableau	4	Consommation/Besoins Annuels par Groupes de Population	10
Tableau	5	BF en Santé/Nutrition : Estimations Budgétaires entre 1982-1999	11
Tableau	6	Taux de Scolarisation dans l'Enseignement Fondamental par Région en 1979/80	12
Tableau	7	Estimations des Allocations Budgétaires Nationales pour l'Enseignement Primaire	14
Tableau	8	Nombre de Ménages par Groupes de Population	14
Tableau	9	Schéma d'Amélioration du Site Urbain	15
Tableau	10	Consommation Estimée de Bois et de Charbon de Bois par Tête	16
Tableau	11	Programme de Sylviculture et de plantation de Pépinières	18
Tableau	12	Population Touchée par Secteur, 2981-2000	18
Tableau	13	Coûts d'Investissement, Coûts Récurrents et Autres par Secteur, 1981-2000	19

Introduction

Cette étude sur les Besoins Fondamentaux (BF) fait partie d'une série d'Options de Développement. Elle devrait être considérée comme une présentation sommaire d'une conception que les planificateurs mauritaniens peuvent consulter en formulant des objectifs et des plans de développement. Elle ne devrait pas être considérée comme une stratégie qui se suffit a elle-même mais plutôt comme un moyen d'établir des objectifs qui donnent une raison d'être à d'autres stratégies.

Plusieurs pays, tel l'Inde, l'Indonésie, la Sri Lanka et le Kenya, ont adopté ces dernières années, les facteurs des BF comme un élément integré à leur plan de développement. Jusqu'à présent, la Mauritanie ne l'a pas fait. Les dirigeants mauritaniens, se sont, toutefois lancés dans le développement avec une philosophie d'équité dont l'élucidation pourrait se trouver dans les principes des BF. Cette étude essaie de présenter à travers ces lignes quelques notions préliminaires des BF dans le contexte de La Mauritanie.

Le contenu des BF se trouve essentiellement dans les nécessités fondamentales de vie-la nourriture, la santé et l'habitat. Leur satisfaction peut vouloir dire la survie par le biais de subvenir aux besoins fondamentaux, mais cela veut plus souvent dire un degré au dessus du stade de survie. Nous présentons ici une brève définition des éléments compris dans les BF :

Nourriture - elle ne devrait pas être uniquement considérée comme une suffisance de nourriture fondamentale (spécialement des graminés) mais aussi comme une nourriture "équilibrée" qui satisfait à une alimentation adéquate. La structure de cette alimentation dépend de beaucoup de variables qui ont déjà été traitées dans les publications de WHO et d'UNICEF et sur lesquelles nous n'allons pas nous arrêter dans cette étude.

Santé - peut-être considerée de deux points de vue : l'accessibilité aux soins médicaux de base qui sont capables d'assurer des services de santé fondamentaux à une majorité de la population ; et l'accessibilité à une quantité d'eau suffisante (20 litres par jour par personne). Il est prouvé qu'il est moins important d'assurer l'eau potable "saine" que la quantité nécessaire par personne.

Habitat - puisque ce facteur represente un problème à différentes dimensions selon le fait qu'il s'agit du climat tropical ou tempréré, il faudrait reconnaître que ses besoins fondamentaux peuvent prendre différentes formes dans l'assistance gouvernementale : à partir de petites unités de logement, à la mise à disposition de matériaux de construction bon marché, ou de l'environnement hygiénique comme l'installation d'eau courante dans les maisons aux systèmes d'enlèvement d'ordures.

Les BF peuvent également s'étendre au délà des facteurs ci-dessus cités. Par exemple, la disponibilité de l'éducation fondamentale pour les enfants et des programmes d'alphabétisation pour les adultes peuvent être comprises dans les BF. Dans les deux cas le but consiste à préparer les enfants et les adultes pour la vie productive. Au fond, l'éducation dans le sens des BF (non pas la formation dans ce cas) est limitée au savoir lire et d'écrire, ce qui est suffisant comme qualification d'une personne pour une grande variéte d'emplois. Cela représente un pas de plus par rapport à l'illéttré qui normalement ne peut travailler que comme un simple manoeuvre. Les éventuelles connaissances d'un alphabétisé peuvent lui servir pour les développer. Dans la notion d' éducation" se trouve implicitement le principe de l'augmentation de la capacité à gagner de l'argent chez une personne dans une société ce qui lui permet de vivre et d'entretenir sa famille. Dans ce sens la satisfaction des BF peut-être considérée comme un élément limitant la pauvreté dans la mesure naturellement où l'on peut fournir un emploi. Il ne faudrait pas perdre de vue un autre sous-produit de l'éducation : son impact sur la productivité de travail. Il est bien connu qu'une personne instruite produit plus d'une façon plus efficace qu'une personne illéttrée ; en plus la première est capable d'apprendre de nouvelles techniques et des innovations plus rapidement que la dernière. La contribution d'une personne instruite à la vie économique de son pays est ainsi plus signifiante. (Ce thème est révélé dans le rapport des Options de Développement sur les Implications d'Emploi sur les stratégies alternatives de Développement.)

Les BF peuvent être définis, en général, comme la disponibilité de services de base, des installations et des fournitures nécessaires à la population pour réaliser une vie productive. Dans les pays avec un bas revenu le gouvernement est appelé à subvenir à un grand nombre, sinon à tous, ces besoins. Les ressources financières et autres rendent cela difficiles et peut-être impossible à une échelle nationale. Pour cette raison beaucoup de gouvernements affrontent le dilemme en entreprenant des mesures limitées et en determinant les fractions de population qui en béneficieront. La politique de BF peut se permettre des moyens alternatifs de sélection de programmes et de projets qui atteignent un très grand nombre de bénéficiaires ou de "population visée".

Les considérations budgétaires pèsent lourdement sur la décision du gouvernement d'adopter ou d'altérer une politique. La conception des BF ne devrait pas être sommairement abandonnée en pensant qu'il faut offrir certains bénéfices et des programmes à une tres grande partie de population, en allouant des allocations budgétaires supplémentaires. Des investissements ajoutés ne sont pas forcément nécessaires à ce genre d'effort. Les ressources disponibles peuvent être redistribués soit par le processus budgétaire soit pas une réforme structurelle. En plus, l'accent sur les aspects qualitatifs d'un programme contrairement aux aspects quantitatifs peut entraîner un meilleur rendement dans le sens du nombre de gens concernés ou qui bénéficient de sa portée. Les services médicaux ou les institutions éducatives, par exemple, peuvent être plus efficaces en fonction de la qualité (ou compétences) du personnel médical ou des enseignants. Les programmes peuvent être restructurés plutôt qu'élargis géographiquement pour un plus grand impact. Le domaine d'éducation, traité ci-dessous, est un problème primordial en Mauritanie où l'effectif scolaire peut augmenter sans frais supplémentaires en combinant deux classes avec un seul enseignant ou en augmentant l'effectif des classes.1/ Des responsables peuvent toutefois considérer d'autres différents plans d'action dans les limites financières disponibles et en accord avec les objectifs et les priorités établis.

La détermination de la catégorie de bénéficiaires "visés" dépend de la définition des personnes les plus nécessiteuses. Par exemple, les familles dont l'alimentation tombe en dessous du niveau nutritif acceptable, les adultes illéttrés, les enfants qui ne sont pas scolarisés, les localités agricoles qui n'ont pas acces à l'eau potable, la population urbaine sans évacuation sanitaire-- tous ensembles, ou une partie peut-être visée. Une dissection de la population mauritanienne pour découvrir les fractions de la popilation qui souffre à cause de besoins insatisfaits révélerait probablement que la même population fait partie de la catégorie désavantagée sur plus d'un secteur. Cette observation laisse entendre que plusieurs actions intersectorielles simultanées pourraient effectivement traiter en même temps plusieurs problémes concernant les BF. Il existe, toutefois, de limites pratiques à ces actions intersectorielles vu l'étendue du territoire mauritanien et la densité de population relativement basse dans les régions rurales.

Toutes les fractions de population n'ont évidemment pas besoin d'aide. Une partie de la population a un revenu par tête relativement élevé et peut satisfaire ses besoins fondamentaux par ses propres moyens. D'autres

---

1) Cette proposition est soulevée dans le rapport du RAMS intitulé <u>l'Enseignement Comme Instrument de Développement</u>

peuvent avoir une alimentation satisfaisante mais être illéttrés. D'autres encore, avec de bas revenus peuvent vivre simplement à un stade de survie. Subvenir aux besoins totaux de la population dans son ensemble devrait être considéré comme utopique.

La définition des éléments des BF dans tout pays devrait être dictée par des considération strictement locales. La situation dans deux pays est forcément différente ; donc, tirer les comparaisons et les conclusions des expériences d'autres pays peut conduire à une mauvaise compréhension. La complexité sociale de la Mauritanie est suffisamment différente des autres pays et régions d'Afrique et d'ailleurs pour que l'on puisse appliquer le transfert des réussites des autres pays à la Mauritanie.

L'incorporation des considérations des BF dans le planning doit forcément être basée sur les faits économic, sociaux, culturels et politiques spécifiques et sur les chiffres et processus propres au pays. On doit également établir des objectifs, formuler des programmes, les évalu- et du point de vue coût, et les fixer dans un temps précis. Sur la base d'une telle revue détaillée on peut déterminer si la couverture financière gouvernementale pour une période considérée est capable de maintenir et d'atteindre ses objectifs. Evidemment, il faut tenir compte de contraintes autres que financières en déterminant si le programme est fiable et son caractère raisonnable.

L'objectif de ce rapport est de suivre le processus mentionné dans les divers secteurs des BF, de faire certaines hypothèses en identifiant les populations "visées", et de calculer les coûts d'investissement et les coûts récurrents. La somme de ces coûts est présentée en forme de résumé. Séparémment, ces coûts doivent être revus à la lumière de macro-projections du PIB.(Voir le rapport des Options de Développement sur le Modèle de Simulation Macro-Economique pour Evaluer les Priorités de Développement qui fournit le cadre d'un tel examen.) Ce rapport emploie une période de 20 ans en accord avec le planning à longue échéance établi par le GRIM, avec des cycles de 5 ans. Les trois composantes principales de la population de la Mauritanie (les nomades, les sédentaires ruraux et les residents urbains) ont éte disséqués avec l'intention de déterminer les éléments les plus désavantageux dans chacun des secteurs choisis.

Pour cette étude, les éléments que la Banque Mondiale considère comme le "noyau commun" de biens et de services ont eté adoptés: la nutrition, la santé, l'éducation, l'eau, la santé et l'habitat 2/serviront

---

2) Banque Mondiale, "Un élement de l'Attaque à la Pauvreté Absolue : Subvenir aux besoins de la Banque, une Etude Générale", Avril 1980, p. 6.

pour un bref examen dans le contexte de la Mauritanie. L'énergie définie ici par le bois et le charbon de bois pour chauffage a été réajoutée à cause de l'importance spéciale qu'elle joue dans la vie quotidienne mauritanienne.

Ce rapport ne tente pas de faire liaison entre les différents secteurs des BF, ni de suggérer des intéractions, ni d'établir des priorités relatives, ni de traiter les considérations spatiales. Ces différents éléments, tous très importants, particulièrement dans le sens opérationnel, sont mis à part dans l'intérêt de discuter particulièrement la conception des BF. De la même façon et dans le but d'être conçus aucune mention n'est faite sur la politique de base qui sans doute sera soulevée par les autorités mauritaniennes en considérant la conception des BF.

Vue Générale

Le Gouvernement Mauritanien (GRIM) a cité comme un de ses objectifs à long terme, la hausse du niveau de vie et l'augmentation du niveau des revenus. La conception des BF pourrait servir à aider à déterminer le type de stratégie ou d'approches alternatives pour satisfaire ces objectifs et pour prévoir ses coûts. En procédant dans cette direction le Gouvernement Mauritanien abandonnerait radicalement sa politique antérieure de développement économique avec son accent sur les programmes d'investissements et le capital intensif. Il est à noter que l'impact réel sur la population que ces programmes ont produit était plutôt marginal ; les évaluations montrent en fait que malgré le taux moyen de croissance annuel de 6% en Mauritanie, la contribution du secteur rural au PIB est tombée de 65% à 21% dans ces dernières 20 années. Le niveau de vie de 80% de la population qui continue à vivre dans les régions rurales s'est détériorée également pendant cette période. La migration vers les villes a contribué au déclin de la production rurale. La qualité de vie de migrants urbains s'est détériorée d'une façon significative.

L'expérience du GRIM, particulièrement pendant ces dix dernières années où les dépenses budgétaires dans une grande mesure ont été effectuées pour des projets capital - intensifs démontre clairement que le développement dans son ensemble n'est pas la garantie de la hausse du niveau de vie individuel et qu'il faut subvenir aux besoins fondamentaux de la majorité de la population. Les chiffres cités ci-dessus indique la divergence apparente entre la "moyenne" de croissance et la détérioration du niveau de vie d'une partie significative de la population.

En poursuivant une politique de croissance et d'équité le GRIM ne devrait pas toutefois abandonner son accent sur le secteur moderne mais plutôt le combiner avec une approche qui aurait pour but le bénéfice simultané du secteur traditionnel : "La stratégie des BF trouve l'équilibre entre la politique qui a pour but le développement économique et celle orientée vers la supression de la pauvreté [3] En d'autres mots, l'équilibre pourrait être atteint entre la croissance totale du PIB et l'emploi aussi bien qu'en distribution de revenu amélioré ; les programmes d'investissement potentiels pourraient être considérés aussi bien pour leur impact sur l'emploi que pour leur bien être général de groupes de population visée, mais non pas pour le potentiel de croissance en soi.

La réallocation de ressources budgétaires pour pourvoir aux éléments essentiels de base et aux installations améliorées pour les groupes de population à bas revenus, particulièrement pour la population identifiée comme "visée" est inhérente au but d'améliorer la distribution des revenus. Cela comprend une alimentation plus équilibrée, l'approvision-

---

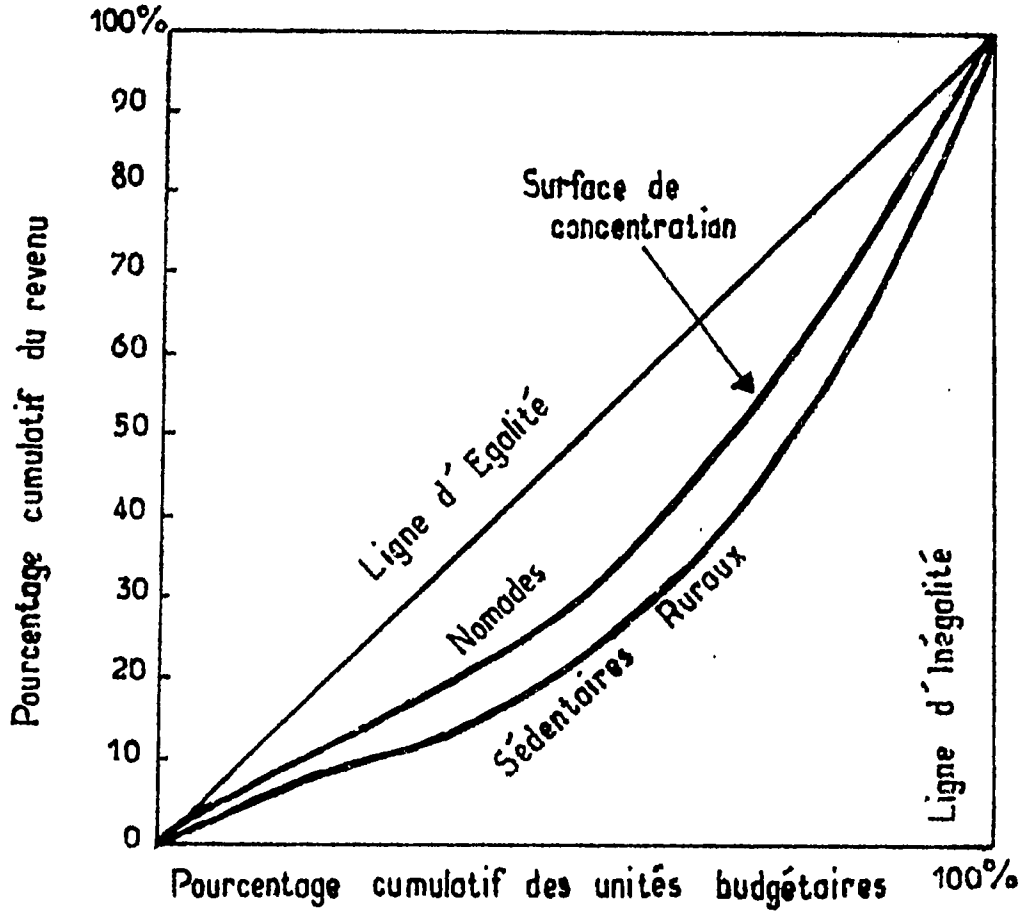
3) Citation du document de l'Agence pour le Développement Internatioal (USAID) intitulé "l'Evolution de la Conception des Besoins Fondamentaux", Mars 1979, p.2.

nement d'eau, l'extension des institutions scolaires, et les installations sanitaires.

Il est intéressant de remarquer les différences de revenus entre les groupes de population pris dans l'ensemble en Mauritanie comme cela est montré dans les tableaux qui suivent. Le tableau 1 montre graphiquement la distribution des revenus. La satisfaction des objectifs des BF résultera en une altération ou en un renforcement de la courbe de Lorenz qui mesure les inégalités en distribution de biens 4/. (Le coefficient de GINI est 0,46 pour la population sédentaire rurale et de 0,41 pour les nomades, ce qui indique qu'il y a moins de différences entre le revenu des nomades qu'entre les sédentaires ruraux.)

Tableau 1

Curbe de Lorenz



4) l'Etude RAMS sur le Revenu Rural, 1981, p. 45

Le tableau 2 montre les niveaux de revenu comparatifs entre les groupes de population. Le revenu nomade per capita, relativement bas est évident - mais cela ne devrait pas être interprété comme un bas niveau de vie. Le mode de vie nomade est beaucoup plus simple que celui des populations sédentaires et les dépenses pour le logement, pour prendre qu'un seul exemple ne figurent pas comme élément important dans leur consommation.

Tableau 2

Groupes de Population et Niveau de Revenu 1980

	Population ('000) en 1980 (% du total) 5/	Niveau Annuels de Revenu par tête (UM) 6/
Nomades	409 (28)	9.280
Sédentaires Ruraux	680 (47)	13.494
Sédentaires Urbains	354 (25)	pas disponible
Total	1.433	

Le taux de sédentarisation a été stupéfiant ces dernières années. Le recensement du GRIM en 1965 a donné 65% de population nomade; en 1977 le pourcentage est tombé à 36% 7/. D'après les taux actuels de sédentarisation, il sera à la fin du siècle de 28%.8/ Les responsables de la politique actuelle peuvent bien se demander dans quelle mesure l'amélioration du niveau des BF des nomades pourrait retarder la sédentarisation. Est-ce que l'amélioration des institutions scolaires et les services de santé, aussi bien que la construction de puits ruraux, retarderaient-ils effectivement la sédentarisation ?

5) RAMS, Projections Démographiques, 1980.

6) RAMS, Revenu Rural, 1981, p. 16 .

7) étude RAMS, Projections Démographiques.

8) Op. cit. p. 121.

On pourrait supposer que l'amélioration des services de santé et des établissements scolaires dans les centres urbains accélèrent le mouvement de population des régions rurales aux villes. Quand il s'agit de toucher un nombre maximum de population, les sites urbains sont évidemment plus attirants que ceux des régions rurales puisqu'ils sont plus faciles à atteindre. Donc, la politique gouvernementale de centraliser ou de décentraliser les institutions et les installations peut avoir un impact direct sur les mouvements de la population.

Les composantes majeures de l'analyse qui suit sont la santé et la nutrition, l'éducation, l'habitat et l'énergie. La population visée varie avec chaque composante, principalement à cause des différences en besoins ; alors que tous les groupes de population ont besoin d'institutions scolaires et de meilleurs logements, les fractions rurales de la population (nomade et sédentaire) sont spécialement desavantagées sur le plan de la santé et de la nutrition (particulièrement en ce qui concerne la lactation des mères et des enfants), aussi bien que pour les installations de l'enseignement fondamental.

Santé/Nutrition

Le budget de fonctionnement du GRIM en 1980 était de l'ordre de 387 millions d'UM pour les services de santé nationaux, soit 268 UM par tête. Les services de santé ont touché seulement une moyenne d'approximativement 20% de la population. Suivant les normes établies par l'Organisation Mondiale de la Santé pour les pays africains, la Mauritanie a une carence sérieuse en main-d'oeuvre qualifiée dans le domaine de la santé. En 1980 il n'y avait que 97 médecins - il en fallait 1.800 ; 317 infirmières auxiliaires comparées au besoin qui était de 2.500 ; seulement 27 sages-femmes qualifiées qui exerçaient alors qu'il en fallait 700 ; 200 infirmiers fonctionnaires dans la Fonction Publique, et il en fallait 5.000.

Dans l'ensemble, 141 villages ruraux avec plus de 600 habitants chacun (représentant 8% de la population rurale) n'avaient pas de services de la santé en 1980. Presqu'un tiers des villages mauritaniens sont inaccessibles pendant 3 mois de l'année. Moins de 16% de la population ont l'accès à l'eau potable ; seul 2,6% d'entre eux ont l'eau potable à domicile. La Mauritanie souffre d'un taux de mortalité de 22 personnes pour mille , la mortalité infantile de 20 pour 100 -- 1 sur 5 enfants meurent avant d'avoir 1 an.

Nutrition

Comparée aux autres pays du Sahel, la Mauritanie a une disponibilité en nourriture favorable dans son ensemble. Cela peut, toutefois, être attribué aux importations importantes de denrées et aux dons et transactions commerciales. Cependant, la distribution interne pose des problèmes, particulièrement aux nomades. Le tableau 3 donne une vue comparative de la situation concernant les différents groupes de la population du pays. Il est à noter que ces chiffres représentent une moyenne de consommation par tête et ne prennent pas en considération la multitude de différences d'une unité de consommation à l'autre, même lorsqu'il s'agit

d'un même contexte (ex. dans un même village).

Tableau 3

Consommation Calorique par Jour et Besoins par Groupes de Population

	Consommation en Calorie Par Jour 9/	Besoin par Jour 10/	Pourcentage de Satisfaction
Nomades	1.720	2.000	86
Sédentaires Ruraux	2.147	2.200	97
Urbains	1.885	1.900	97
(Moyenne Générale)	1.947	2.089	94

Les régimes de consommation de céréales sont estimés dans le tableau 4. La situation désavantageuse des nomades est à nouveau démontrée.

Tableau 4

Consommation/Besoins Annuels par Groupes de Population

	Consommation Annuelle (kg) 11/	Besoins Annuels (kg) 12/
Nomades	115	153,7
Sédentaires Ruraux	149	152
Urbains	120	123

BF en Nutrition et en Santé

Un effort limité est proposé pour l'amélioration des conditions de santé/nutrition. La population "visée" consiste en 20% de la plus pauvre population mauritanienne vivant dans 570 villages qui sont actuellement

9) Enquête du RAMS sur la Consommation, 1980.
10) RAMS, Stratégie de Nutrition, 1981, Annexe.
11) RAMS, Consommation Rurale, 1981.
12) Op. Cit.

sans aucun type de service de santé organisé. 13/ La plupart des actions recommandées est destinée aux femmes entre 15 et 64 ans (principalement aux femmes enceintes et aux mères qui allaitent) et aux enfants entre 0 et 6 ans. Cette action comprend 335.000 personnes, soit approximativement 23% de la population mauritanienne.

Le programme des BF est basé sur une approche d'ensemble (y compris l'espacement des naissances, la nutrition, l'approvisionnement en eau et l'instruction médicale), concentrée au niveau des villages (avec la participation locale) avec un accent sur la médecine préventive (l'hygiène, l'alimentation supplémentaire, l'amélioration en provision d'eau, l'amélioration de soins d'enfants et d'instruction en santé/nutrition). On estime que de ce programme résulterait dans les 570 villages participants d'une réduction à l'année 2000 de la mortalité infantile de 20 pour 1.000 à 8 pour 1000 par le biais d'une nutrition supplémentaire, de l'eau sanitaire et d'accès aux centres de santé villageois. Un programme d'essai pourrait initié ce programme pendant les trois premières années. Les estimations des coûts pour la durée complète du programme sont indiquées ci-dessous.

Tableau 5

BF en Santé/Nutrition : Estimations Budgétaires entre 1982-1999 14/

(Millions d'UM en prix constants de 1980)

Type de Coûts	1982/85	1986/90	1991/95	1996/2000	Totaux
Investissement	85	415	685	145	1.330
Récurrents	60	290	660	885	1.895
Nourriture Supplémentaire	15	230	850	-	1.095
Totaux	160	935	2.195	1.030	4.320

Remarque : Les dépenses indiquées ci-dessus, où les coûts récurrents excèdent finalement les coûts d'investissement, sont conformes à l'expérience des programmes BF de la Banque Mondiale dans tous les pays du monde.

13) Basé sur l'Option B_2 du document Système de Santé en Mauritanie, Analyse des Problèmes et Discussions des Alternatives

14) Op. Cit., p. 75.

Education

La Mauritanie souffre d'un taux d'analphabétisation très élevé (73%). En 1980 seulement 24,5% de la population d'âge scolaire (entre 6 et 14 ans) était scolarisé. Il y avait, toutefois, une grande disparité dans les effectifs scolaires partout dans le pays(cf. le tableau ci-dessous): seules 2 régions et la ville de Nouakchott avaient un taux de scolarisation de 50%. Beaucoup de régions rurales avaient un taux inférieur à 14%.

Tableau 6

Taux de Scolarisation dans l'Enseignement Fondamental par Région en 1979/80

Région	Taux de Scolarisation (%)
Hodh el Chargui	14,4
Hodh el Garbi	16,4
Assaba	14,6
Gorgol	20,3
Brakna	21,4
Trarza	23,1
Adrar	36,2
Daklet Nouadhibou	84,3
Tagant	19,7
Guidimaka	17,5
Tiris Zemmour	49,9
Inchiri	51,5
District de Nouakchott	54,4
Moyenne Générale	24,8

Sources : Bureau du Recensement National et Ministère de l'Education Nationale.

Sur l'ensemble, 17% du budget national de 1980 se trouve dans le secteur éducation avec une proportion significative consacrée à l'enseignement secondaire et supérieur. Des 571 millions d'UM du budget de fonctionnement de 1980, 35% était consacré à l'éducation fondamentale touchant 81% d'élèves scolarisés ; 27% du budget était consacré à l'enseignement secondaire qui couvrait 12% de la totalité d'étudiants du pays ; et 31% était programmé pour l'enseignement supérieur qui comprend 3% d'étudiants. Aux autres catégories d'enseignement était consacré les restants 7% du budget. La formation professionnelle, domaine qui a un impact direct sur la productivité, a eu droit à des sommes relativement insignifiantes. 15/ Le programme scolaire de tous les niveaux d'éducation est, en général, mal adapté aux besoins de la société et du développement du pays. 16/ Une réforme fondamentale du système d'éducation formelle est tout à fait nécessaire. 17/

Aspects BF de l'Education

Avec une réforme fondamentale du système d'éducation en Mauritanie, il faudrait entreprendre des mesures pour corriger les carences concernant l'alphabétisation des adultes, formation professionnelle et d'autres aspects. L'ouverture d'opportunités éducatives à la population, actuellement dépourvue d'institutions scolaires, et par conséquence, les effectifs scolaires demanderont évidemment des changements substantiels. Les dépenses seront minimisées si par exemple on désigne un enseignant pour deux classes au lieu d'une où il enseigne actuellement, ou si on élargit les classes en augmentant le rapport élève/enseignant. 18/ Dans la mesure où les villages construisent leurs écoles locales, comme beaucoup le font actuellement, cela allègerait de telles dépenses du budget national.

Pour les besoins de notre étude et pour donner un exemple illustratif, nous n'avons pris en considération que l'enseignement primaire pour lequel sont établies deux hypothèses jusqu'à l'an 2000.(1) Le secteur éducation recevrait 20% du budget de fonctionnement (au lieu de 17% de 1980), et (2) 40% du budget de l'éducation (comparé aux 35% de 1980) serait affecté à l'éducation fondamentale.

---

5) Pratiquement toutes les écoles supérieures en Mauritanie sont financées en dehors du budget d'éducation.

6) Evaluation du Système Formel de Formation en Fonction des Objectifs de Développement, RAMS, 1980.

7) Op. Cit. p. 23.

8) Cette proportion et les hypothèses ci-dessous sont discutées dans le rapport l'Enseignement Comme Instrument de Développement.

Le but serait d'augmenter les effectifs scolaires dans l'enseignement primaire au moins du double d'ici la fin du siècle. 19/ (Evidemment, ce but ne répond pas à la scolarisation à 100 % et ne satisfait pas les objectifs des BF en éducation de tous les enfants entre 6 et 14 ans).) Il est à noter qu'avec le taux actuel de scolarisation, il y aurait en l'an 2000 140.000 élèves dans l'enseignement primaire. En doublant le taux, cependant, il y en aura 350.000

Tableau 7

Estimations des Allocations Budgétaires Nationales pour l'Enseignement Primaire 20/

(Millions d'UM en prix constants de 1981)

Type de Coûts	1981/85	1986/90	1991/95	1996/2000	Totaux
Investissement	-	115	115	115	345
Récurrents	570	680	800	2.970	5.020
Totaux	570	795	915	3.085	5.365

Habitat

Le nombre total de ménages (ou d'unités de logement) pour chaque groupe de la population en Mauritanie est indiqué ci-dessous :

Tableau 8

Nombre de Ménages par Groupes de Population 21/

(en mille)

	1980	1985	1990	1995	2000
Nomades	81,8	73,0	67,0	62,6	59,6
Sédentaires Ruraux	121,4	157,1	195,5	239,1	290,0
Urbains	63,2	71,6	80,9	91,6	103,6
Totaux	266,4	301,7	343,4	393,3	453,2

Remarque : Les enquêtes du RAMS sur le terrain ont trouvé que la taille moyenne d'une unité de logement est de 5 personnes chez les nomades et 5,6 personnes dans la population sédentaire.

19) Op. Cit.
20) Estimations de l'auteur du rapport l'Enseignement Comme Instrument de Développement, Dr. Raymaekers.
21) Caculé par le RAMS sur la base des données du recensement.

Les composantes de logement parmi les trois groupes varient d'une façon significative.

Nomades	L'unité de base est la tente. Une distinction qualitative existe entre les tentes de laine de mouton (vlige) et celles en tissu, moins désirées et meilleur marché. Les tentes en laine durent deux fois plus que celles en tissus, elles protègent mieux du soleil et du vent à cause de leur texture dense. Leur disponibilité et le prix dépendent de l'importance des troupeaux de moutons.
Sédentaires Ruraux	L'unité de base est la structure avec les murs en dur.
Urbains	L'unité de base est une structure permanente avec la cuisine et les sanitaires.

Le niveau de logement est pour la majorité de la population en dessous de la normale. Il est estimé que 60% de nomades vivent dans des tentes de mauvaise qualité, 85% de la population rurale sédentaire est logé dans les unités qui n'ont pas accès à l'eau sur un diamètre de 500 m et 80% de la population urbaine vit, soit dans les tentes, les barraques ou les huttes (50%), ou dans un habitat temporaire inconfortable (30%).

Il est à noter que les structures permanentes ne sont pas autorisées dans les régions urbaines sans titre de propriété pour une parcelle de terre, délivrée par la Préfecture, bien que les constructions continuent malgré tout. (Les autorisations de ce genre n'existent pas pour les nomades, bien entendu, et les sédentaires ruraux). 75% de demandes de nouveaux logements de la Mauritanie se fait à Nouakchott où les permis de construire s'attribuent très lentement, obligeant ainsi les larges fractions de population de vivre dans les barraques temporaires, les tentes et les huttes. Le logement inadéquat prédomine pour ce groupe de population. La politique gouvernementale actuelle favorise les constructions privées sur les parcelles récemment distribuées.

Approche BF pour l'Habitat

Pour les besoins d'illustration il est proposé un programme d'amélioration de conditions d'unités d'habitat pour 20% de la plus pauvre fraction de la population urbaine, soit 21.000 ménages. (Il est supposé qu'au moins 20% de la population sédentaire rurale bénéficie de cette amélioration d'une façon similaire avec le projet villageois mentionné précédemment dans Santé/Nutrition.) Pour ce besoin et comme illustration un schéma strictement limité est proposé pour améliorer l'approvisionnement en eau et l'évacuation sanitaire. L'intervention gouvernementale serait limitée aux frais d'investissement, étant donné

que les dépenses récurrentes seront payées par les abonnés. Les évaluations budgétaires à l'année 2000 sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 9

Schéma d'Amélioration du Site Urbain

(Million d'UM en prix constants de 1980)

Type de Coûts	1981/85	1986/90	1991/95	1996/2000	Totaux
Investissement[22]	21	42	44	47	154
Récurrents	-	-	-	-	-
Total	21	42	44	47	154

Energie

Le bois à brûler et le charbon de bois pour les besoins domestiques sont un des éléments essentiels dans la vie de chaque mauritanien. De plus, la consommation de charbon de bois est importante à cause de la tradition de boire du thé en moyenne trois fois par jour et par la chaleur intense nécessaire pour achever l'ébullition rapide des feuilles de thé.

La consommation annuelle per capita de bois et de charbon de bois pour les besoins domestiques et pour la préparation de thé par groupes de population est la suivante :

Tableau 10

Consommation Estimée de Bois et de Charbon de Bois par Tête [23]

(kg)

	Bois	Charbon de bois	Equivalent de bois [24]
Nomades	275	34 (170)[25]	445
Sédentaires Ruraux	271	53 (275)	536
Sédentaires Urbains	-	138 (690)	690

22) Basé sur les coûts d'eau et d'évacuation de 2.250 UM/ménage.
23) Basée sur l'Enquête de Consommation Rurale du RAMS, 1980.
24) Vers 480 kg/par personne/par an en moyenne.
25) La demande en bois pour la production de charbon de bois est indiquée ( ).

La production d'un kg de charbon de bois demande 5 kg de bois. Pendant le processus, il se perd environ la moitié d'énergie initiale. L'énergie qui reste est néanmoins beaucoup plus concentrée dans le charbon de bois, ce qui le rend commode pour l'utilisation bien que le processus de production soit du gaspillage d'énergie.

Il est estimé qu'en 1980, la consommation de bois à brûler s'élevait à 300.000 tonnes et de 80.000 tonnes pour le charbon de bois.

La demande de régions boisées pour les besoins domestiques, basée sur l'échantillon précédent de consommation et en utilisant le taux conversif de bois au charbon de bois 5 : 1 est calculée à :

	400.000 MT pour le charbon de bois
	300.000 MT pour le bois à brûler
Total	700.000 MT

La Mauritanie satisfait actuellement ses besoins totaux avec la production locale.

Sur la base des demandes actuelles il a été projeté qu'en l'an 2000 les besoins de la population en quivalent de bois sera environ 1.350 MT. (L'estimation de population en l'an 2000 : 2.335.600). Par rapport au nombre de kg/par personne/par an cela arrive presqu'à 580 kg, ce qui est une augmentation de 100 kg due à la croissance accélérée de la population urbaine.

Les BF dans ce secteur sont basés sur le maintien du statut quo, c'est-à-dire, absence d'altération dans l'échantillon de la consommation actuelle. A la lumière des mauvaises conditions de ses forêts, la Mauritanie devrait entreprendre des efforts urgents pour reconstituer ses réserves de forêts. Il a été estimé que la Mauritanie aura déjà des difficultés pour satisfaire ses besoins en bois et en charbon de bois dans 5 à 10 ans vu le taux actuel de dévastation des forêts. 26/.

Il existe un consensus général entre les experts de la sylviculture et de l'environnement du CILSS, de la FAO, de l'UNSO, du RAMS et d'autres, concernant les deux types d'actions que le gouvernement mauritanien devrait entreprendre : la première est de créer des pépinières permanentes et la deuxième - établir les "villages forêts", c'est-à-dire des régions boisées accessibles aux villages ruraux. Les coûts d'un tel

---

26) "Rapport de Mission sur le Terrain", du 19 Mars au 14 Avril 1980, R. Winterbottom, le 18 Avril 1981, p. 4.

programme, dont bénéficieraient 1.200 villages et qui fournirait 6 pépinières permanentes, sont évalués ci-dessous :

Tableau 11

Programme de Sylviculture et de Plantation de Pépinières [27]

(Million d'UM en prix constants de 1980)

Type de Coûts	1981/85	1986/90	1991/95	1996/2000	Totaux
Investissements	40	70	70	60	240
Récurrents[28]	-	-	-	-	-
Totaux	40	70	70	60	240

Résumé et Conclusions

En l'an 2000, plus de 1.200.000 personnes devraient bénéficier de série de propositions et de programmes traités dans ce rapport, distribués par secteurs de la façon suivante :

Tableau 12

Population Touchée par Secteur, 1981-2000

(en milles)

Secteur	Population Touchée par Secteur	1981/85	1986/90	1991/95	1996/2000
Santé et Nutrition	Sédentaires Ruraux	88,7	100,0	112,3	126,2
	Femmes entre 15 et 64 ans	88,7	100,0	112,3	126,2
	Enfants entre 0 et 6 ans	61,9	68,8	76,7	85,7
Education	Sédentaires Ruraux	121,5	169,0	250,0	345,0
Habitat	Urbains	71,6	80,9	91,6	103,6
Energie	Sédentaires Ruraux[29]	100,0	200,0	300,0	420,0
Totaux		532,4	718,7	942,9	1.206,7

27) Basé sur les recommandations contenues dans le rapport de la FAO, Elevage et Forêts en Mauritanie, Rome, Juillet 1975, p. 35.
28) Le travail volontaire est envisagé.
29) Basé exclusivement sur 1.200 villages ayant l'accès aux nouvelles forêts vers l'an 2000.

L'ensemble des coûts budgétaires gouvernementaux pour l'implantation de projets illustratifs, traités précédemment, totaliserait plus de 10 milliards d'UM distribué par secteurs et par périodes de cinq ans, comme nous l'avons montré ci-dessous :

Tableau 13

Coûts d'Investissement, Coûts Récurrents et Autres par Secteurs, 1981-2000

(Million d'UM en prix constants de 1980)

Type de Coûts	1981/85	1986/90	1991/95	1996/2000	Totaux
Investissements					
Santé/Nutrition	85	415	685	145	1.330
Education	-	115	115	115	345
Habitat	21	42	44	47	154
Energie	40	170	170	160	240
Récurrents					
Santé/Nutrition	60	290	660	885	1.895
Education	570	680	800	2.970	5.020
Habitat	-	-	-	-	-
Energie	-	-	-	-	-
Autres					
Santé/Nutrition 30/	15	230	850	-	1.095
Education	-	-	-	-	-
Habitat	-	-	-	-	-
Energie	-	-	-	-	-
Totaux	791	1.842	3.224	4.222	10.079

30) Nourriture supplémentaire.

Comme nous l'avons remarqué précédemment, les évaluations citées sont basées sur des séries d'hypothèses qui peuvent varier en fonction des priorités et des objectifs spécifiques du GRIM. La capacité financière du gouvernement mauritanien pour l'investissement de la totalité des programmes traités, peut-être mesurée par l'examination de macro projections de PIB. La méthodologie d'une telle revue est traitée dans le rapport Option de Développement Modèle de Simulation Macro Economique pour Evaluer les Priorités de Développement.